

Leçon de désobéissance, premier week-end d'avril 2011.

Présentation du collectif :

Le collectif des désobéissants s'est formé vers fin 2006, lorsque les actions de Greenpeace se sont désengagées des combats contre l'arme nucléaire (à l'époque contre les missiles M51) :

<http://www.desobeir.net/>

Il propose un soutien aux actions non violentes (de désobéissances civiles) pour le bien commun (champ d'action assez large : oppression des sans papiers, racisme, vente de produits des colonies israélienne, nucléaire, armées, déforestations, pollution industrielle,...). La force de ce collectif est de proposer des formations de désobéissance, proposant de nouvelles formes de militantismes, rappelant les droits juridiques de chacun, nous offrant un outil et des méthodes poussant à la réflexion et nous permettant de passer à l'action dans divers domaines.

A ce jour il n'existe qu'une dizaine de formateurs sur toute la France et environ 3000 militants ont pu en bénéficier.

Une interview de Xavier Renoux : <http://www.rue89.com/2008/11/11/desobeir-aux-policiers-ca-sapprend>

Etape préparatoire d'une action d'opposition :

Constat : Face à certaines injustices, on se rend compte que dans notre société actuelle les luttes « classiques » (manifestations, tracts, pétitions,...), même si elles constituent une première étape obligatoire pour montrer qu'on est ouvert à la discussion, ne suffisent pas à inverser les rapports de force en vigueur. On ne peut alors pas laisser faire sans passer dans un autre mode d'action...

Dans un premier temps il faut bien connaître les autres militants activistes (former un « groupe affinitaire ») et surtout savoir ses propres limites avant de passer à toutes actions.

Quelle forme donner à une action ?

Le principe de base d'une action non violente est d'inverser les rapports de force. Le but avant tout est de passer de l'état de minoritaire à une prise de conscience collective qui puisse nous permettre d'avoir une lutte de masse. Partant de 2 constats sur notre réalité actuelle :

-La mentalité globale est orientée par les médias de masse et distribue la crédibilité de chaque acteur selon des images et commentaires tronqués que peuvent mettre en avant ces médias.

-Les institutions contre lesquelles on lance notre action a aujourd'hui le monopole en terme de crédibilité, et si on ne veut pas rester à l'état « d'extra terrestre » il faudra donc un type d'action particulier si on ne veut pas laisser la possibilité aux médias d'insister sur la forme, oubliant le fond de l'action, voire produire l'effet inverse de ce qu'on voulait car l'institution visée s'en servira pour justifier ses faits et gestes (tout le monde connaît l'équation simpliste : « violent=casseur voire terroriste=dangereux pour tous=extrémiste=loi sécuritaire obligatoire »)

De là part la réflexion d'une action non violente. Toute action violente est immédiatement retranscrite dénuée du contexte dans le seul lien ombilical à la réalité de la majorité de la population que représentent aujourd'hui les médias de masse. On peut penser par exemple à la vision qu'ont les

gens envers les brûleurs de voiture alors qu'en somme on pourrait y voir le reflet d'une réalité sociale oubliée....

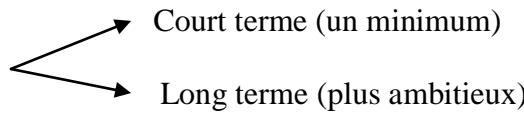
Cependant on peut se dire que la définition de la violence est subjective à la personne... Chacun met une intensité de violence différente sur un même événement (paroles, vocabulaire utilisé, attitude agressive, destruction de bien, humiliation, harcèlement, atteinte à la dignité de l'Homme,...) et dépend qui plus est du contexte de cet événement (question de légitimité entre les moyens mis en œuvre en fonction d'un problème donné). Le mieux pour rendre plus « objectif » la définition est donc de dire :

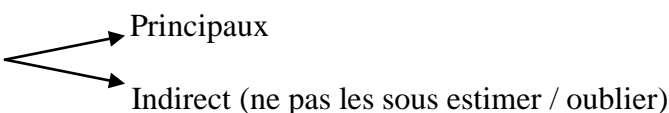
Ce qui est violent c'est ce que la majorité de la population (« visible ») pensera de l'action après passage de bourrage de crâne (les médias). C'est donc une opinion globale retenue.

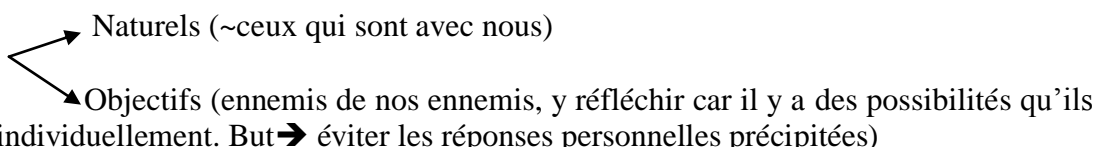
La complexité est certaine, cependant ça sert de ligne pour se dire que dans une action on doit être 'parfait' tout au long... Le moindre dérapage pourra tout faire rater sachant par exemple qu'à la télé on passe 2 minutes de vidéo même pour une action qui dure depuis 2 semaines. Nos adversaires vont bien entendu mettre en avant les images du dérapage, car c'est dans son intérêt de nous faire passer pour des vandales voulant faire régner la terreur plutôt que des militants consciencieux qui mettent en avant une injustice générée par eux même... (Exemple d'une bagarre dans une grève qui a lieu depuis 5 jours,...)

Organiser une action non violente :

L'important est d'intégrer une action dans une stratégie. Pour mener à bien cette action et conceptualiser sa forme, il faut avant tout faire une première réflexion et déterminer impérativement un certain nombre d'éléments :

Objectifs : (claire, précis, atteignable) 
→ Progression par marche (faire monter notre crédibilité auprès du public)

Adversaires : (décideurs divers et variés) 

Alliés : 
→ éviter les réponses personnelles précipitées)

Contexte : (permet de déterminer le degré d'acceptabilité de nos moyens d'action).
→ Opinion publique (locale, globale)

Moyens : -Humains (faire une liste des compétences de chacun : escalade, musique, communication,...)
-Matériel
-budget

Méthodologie : Optimale, à moduler selon le contexte mais à réfléchir auparavant.

★ **Repérage** :

- surveillance (caméras, chiens, gardiens...) -Opportunités (où frapper)
 - accès (nombre d'entrées/sorties,...) -météo
 - Ambiance (climat social,...) -horaires
 - sécurité (cacher les voitures(?), danger perso,...)
 - Informations diverses (cadre juridique,...)
- | → faisabilité

★ **Scénario** : début/déroulement/fin(s) → gagner au minimum un petit quelque chose pour motiver et mieux repartir ?

- Timing (peut durer plus longtemps que prévu...)
- Possible adaptation de l'adversaire → Plan(s)B

★ **Rôles** : (à distribuer en fonction des compétences, peurs, risques de chacun)

- Activistes (attention il a une vue d'ensemble et une mobilité limitée)
- médiateurs (↔ gardes du corps non violent des activistes)
- Coordinateurs (renseignent les activistes sur le déroulement pour avoir leurs avis et pour les motiver)
- Ange gardiens (s'occupent du confort des activistes, gardent affaires fragiles)
- Cameraman et preneurs de photos → importance de nos propres documents (garde une trace, témoignent de la situation réelle, sécurisent les activistes pouvant subir des coups vicieux de la police/des vigiles,...)
- Porte-parole (spécialiste du sujet, « bon client » → peut aussi résumer en 3 phrases)
- Contact presse (connait les médias, possède fichier presse)
- Contact public (capable de faire de la pédagogie envers le public)
- Observateurs « neutres » (peuvent diviser des groupes hostiles, témoigner lors d'un procès) → un « passant innocent »
- Permanence téléphonique en dehors du lieu d'action (appelle les familles et se renseigne s'il y a gardes à vue)

★ **Budget-Matériel** (attention au mode de transport)

★ **Communication** : préparer des visuels, attention aux habits, que l'apparence des militants ne supplante pas le fond de l'action (les médias raffolent de la forme)

★ **Soutiens**

★ **Effectifs** : quel thème, risque, quand mais réserver le quoi si action surprise

★ **Briefing** : (=quoi)

- politique (objectifs, ligne de com' : bien insister sur ce 2^{ème} point que tout le monde connaisse bien le sujet et connaisse 2-3 phrases d'argumentations claires)

-technique (scénario, distribution des rôles)
-juridique (risques, attention peuvent être différents s'il y a des fonctionnaires, récidivistes,...)

- ★ **Débriefing** : bilan technique, perspectives politiques, continuité de l'action (?), poursuites judiciaires (?) → + heure des engueulades !
- ★ **Fête** : Détente, réconciliation, bien s'amuser et se remotiver pour mieux repartir !

Conseil en cas d'audition par la police :

Attention à ne pas oublier sa carte d'identité avant toute action, car la police peut faire durer la garde à vue une semaine pour vérifier l'identité d'un inconnu !

Lors de l'audition, le mieux reste de donner son identité civile et de garder le silence (ne surtout pas mentir) → signer la déposition avec juste « je n'ai rien à déclarer ». Il faut attendre d'être devant le juge pour parler. Attention aussi à ce qu'on dit en « off » surtout si un policier commence à nous chercher ! S'il n'y a pas de risque (selon l'action et aussi la condition sociale du militant il peut y avoir un risque d'incarcération provisoire jusqu'au passage devant le juge) ne pas prendre la possibilité de comparution immédiate (affaire à chaud, temps de défense moindre,...)

Attention sur ce sujet, suivre l'actualité une nouvelle loi vient d'être votée modifiant nos droits en garde à vue! (droit à un avocat dès la première audition, le temps dans le commissariat avant de passer en garde à vue a été réduit à 2 heures, on doit voir le juge après 24 heures de garde à vue, on garde bien sûr le droit à voir un médecin)

Au sujet du fichage :

Si on peut prendre le risque de refuser de donner son ADN (actuellement on court le risque de payer 500-600 euros d'amendes, mais une lutte est en cours dessus pouvant modifier la jurisprudence. Défense possible à ce sujet : avant d'être jugé on est toujours présumé innocent pourquoi devrait on donner son ADN ?), par contre il vaut mieux les laisser prendre les mesures anthropométriques (taille-longueur,...) car une lutte à ce sujet dans le contexte actuel n'a que peu d'espoir.

Au sujet des téléphones :

Aujourd'hui les Renseignements Généraux ont la possibilité d'enregistrer une conversation même si le portable est éteint ! Il faut soit enlever la batterie soit le mettre à l'autre bout de la table pour éviter un tel enregistrement. Pour les portables nouvelles générations, il y a un gps intégré, ils peuvent nous détecter en temps réel. Mais il vaut quand même mieux le prendre pour éviter d'être perdu au milieu d'une forêt (exemple des faucheurs volontaires), d'être coupé de toute communication avec les autres membres du groupe et de se retrouver isolé...

Au sujet des médias :

Constat : Si aujourd'hui les médias de masse sont en grande partie entre les mains de gros actionnaires (Libération appartient à Rothschild, Europe 1 à Lagardère, Tf1 à Bouygues, Le figaro à Dassault, ...), c'est qu'ils arrivent à en trouver une contre partie (manipulation de certaine vérité, publicité,...). S'il n'y a que très peu de censure directe, une autocensure de la part des journalistes est notable.

Cependant il ne faut pas les rejeter, on a un espace de liberté dedans. De plus, choisissant leur domaine, une grande partie des journalistes traitant des affaires sociales sont de « gauche » (très très

large certes, mais ils ne sont que très rarement contre nous). Qui plus est nos actions peuvent très facilement devenir une information « sexy », un « scoop ». Il faut pour bénéficier de cet espace prémâcher le travail du journaliste et monter notre information « sexy ».

Le journaliste a une contrainte des horaires, tout doit être bouclé à 16h00... La première chose est de les avertir si possible le matin même (avant 10h00 si possible) qu'une action se trame (ou bien avant si on veut qu'un journaliste de terrain réserve sa journée). En même temps que l'action commence, il faut que le contact presse envoie un communiqué de presse par internet et appelle le journaliste.

Le rôle d'une action non violente est aussi de « dramatiser un drame », faire une mise en scène. Si on occupe un local on ne voit potentiellement qu'un cordon de gendarmes. On peut par exemple avoir une manifestation à l'extérieur du bâtiment en même temps pour montrer notre présence. Pour avoir des photos « sexys », on peut mettre des banderoles avec nos revendications à la fenêtre d'une façade remarquable afin de reconnaître les lieux ...

Le communiqué de presse de même doit être « aménagé » en 'type journal'. Le but recherché est d'avoir le plus de reprise possible chez le journaliste (parfois ils font un copié collé du communiqué de presse en entier) afin d'éviter des mauvaises interprétations ou des éléments tronqués.

La trame d'un article de média de masse reste toujours :

- Un titre racoleur et simpliste

- 2-3 phrases de chapeau qui donne le qui-que-quoi-où-comment-pourquoi.

- Un paragraphe sur le début de l'action (déroulement,...) et un sur le pourquoi avec nos revendications.

- Un paragraphe (*'pour les ménagères de moins de 50 ans'*) qui retrace au mot près ce qui a été dit au dessus mais sous forme de citation du « porte parole du collectif », pour donner l'impression que le journaliste a fait une enquête de terrain, et surtout éviter qu'il ne se déplace pour demander « pourquoi êtes vous là »...

Si ça peut sembler une méthode de politicards ou basique, il est important d'intérioriser la vision du journaliste afin de pouvoir dire au mieux la totalité du message qu'on veut faire passer.